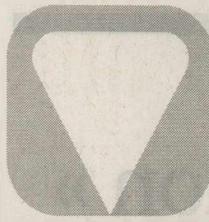




En hausse Parc Astérix

Avec 1,8 million de visiteurs (+ 11 %) et un bénéfice net de 4 millions d'euros en 2008, Parc Astérix tire son épingle du jeu. Sa fréquentation croît plus que celles d'EuroDisney ou du Futuroscope.



En baisse L'Espagne

Les ventes de logements ont chuté de 32,6 % en 2008, selon le ministère du logement. La baisse est encore plus forte dans l'ancien. Selon les statistiques officielles, les prix ont baissé de 3,2 %.

17,7 millions. C'est en France le nombre de foyers abonnés à l'Internet haut débit, dont une très grande majorité via l'ADSL (16,8 millions de foyers), selon l'Autorité de régulation des télécommunications (Arcep). En un an, le nombre de clients haut débit a progressé de 14 %.

La BCE se refuse à aller jusqu'à un taux zéro

En optant pour cette politique, différente de celle des Etats-Unis, M. Trichet veut protéger les marges des banques

La Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre ont réduit, jeudi 5 mars, leur principal taux d'intérêt d'un demi-point pour contrer la récession. A 1,50 % en Europe et 0,50 % au Royaume-Uni, le taux de refinancement de chacune d'elles est désormais à son plus bas niveau historique.

Confrontées à la crise économique et financière mondiale accompagnée d'une phase de désinflation, les banques centrales poursuivent le mouvement d'assouplissement monétaire qu'elles ont engagé en 2008. Depuis octobre, la BCE a réduit son taux directeur de 2,75 %. Jeudi, son président, Jean-Claude Trichet, a annoncé que les prévisions économiques de l'institution avaient été nettement revues à la baisse : le produit intérieur brut de la zone euro pourrait diminuer de 2,7 %

pour 2009 (contre - 0,5 % en décembre) et l'inflation atteindre + 0,4 % contre + 1,4 % auparavant. M. Trichet n'exclut pas que « le taux de la BCE continue de baisser », a-t-il déclaré.

Mais jusqu'où ? Les Américains, les Suisses et les Japonais ont baissé leur taux quasiment à zéro, mais la BCE, elle, refuse pour le moment de s'engager dans cette voie. M. Trichet a répété, jeudi, que les gouverneurs de la BCE « continuent d'y voir un certain nombre d'inconvénients », qu'il n'a pas souhaité détailler.

Par des déclarations récentes, les membres du conseil des gouverneurs ont d'ailleurs tout fait, ces dernières semaines, pour tenter de dissuader l'éventuelle attente d'une baisse du taux directeur près de zéro. Le président de la Bundesbank, Axel Weber, a même laissé entendre que le niveau de 1 %

était un plancher. Avec succès d'ailleurs, puisqu'il est désormais difficile de trouver un économiste qui voit le taux directeur de la BCE passer sous le seuil de 1 %.

Pourquoi la majorité des banquiers de la BCE ne souhaitent-ils pas descendre le taux directeur à

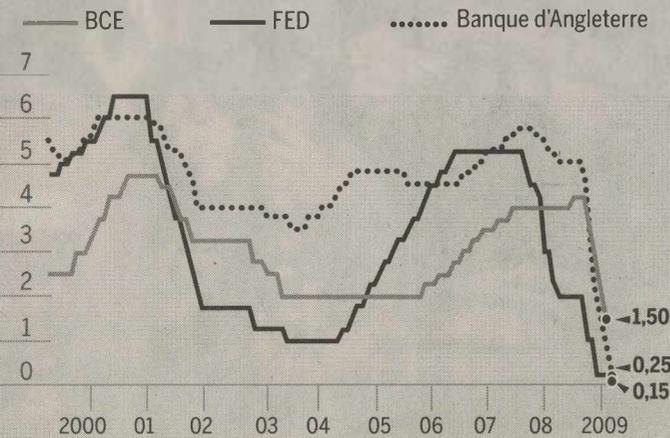
Depuis octobre 2008, la Banque centrale européenne a réduit son taux directeur de 2,75 %

zéro ? En premier lieu, ils pensent que la zone euro ne tombera pas dans une spirale déflationniste, où les prix diminuent de façon générale et durable. Ils voient la croissance du taux d'inflation se rapprocher de zéro à la moitié de l'année et remonter ensuite.

Or, selon le courant de pensée majoritaire à la BCE, une politique de taux zéro n'a de sens que si elle est destinée à lutter contre la déflation. Si les agents économiques anticipent que les prix vont baisser, les entreprises vont moins investir et les ménages vont retarder leurs dépenses et préférer épargner pour pouvoir acheter moins cher dans le futur. L'objectif est donc de les dissuader de toute épargne en collant les taux de rémunération au plus bas. Mais pour

Des taux à leurs plus bas historiques

LES TAUX DIRECTEURS, en %



SOURCE : BLOOMBERG

influencer le comportement d'épargne des ménages, il faudrait aussi mettre à zéro la rémunération des produits d'épargne bancaire à court terme, comme le Livret A, ce qui semble impensable.

Surtout, la BCE cherche à éviter les effets néfastes qu'aurait une politique de taux zéro sur un système bancaire très fragilisé. « En abaissant les taux directeurs à zéro, la BCE comprimerait les marges des banques commerciales, explique Laurent Bilke, économiste chez Nomura. En effet, une banque commerciale se finance en

rémunérant des dépôts, en principe à un taux inférieur à celui de la Banque centrale. En échange, elle se fait rémunérer en finançant l'économie à un taux supérieur à celui de la Banque centrale. Comme le taux des dépôts ne peut pas être négatif lorsqu'une banque centrale abaisse son propre taux directeur à zéro, les marges des banques commerciales sont réduites. »

C'est l'idée qu'avait esquissée le gouverneur de la Banque d'Espagne, Miguel Fernandez Ordoñez, en déclarant que cela créerait des problèmes de stabilité pour certaines institutions financières.

Ensuite, à la BCE, beaucoup ne sont pas convaincus de l'influence des dernières baisses qui séparent le taux directeur de zéro sur l'activité économique et préfèrent se garder une petite marge de manœuvre au cas où la situation virerait à la déflation. Enfin, la majorité des membres de la BCE craignent qu'en allant trop loin dans la baisse des taux, il faille « repédaler dans l'autre sens pour remonter les taux », selon un président de banque centrale, quand la reprise s'amorcera.

Mais les banques centrales ont d'autres moyens que le seul taux directeur pour agir sur l'économie. La Banque d'Angleterre a ainsi annoncé, jeudi, qu'elle allait racheter, sur les trois prochains mois, pour 75 milliards de livres (84 milliards d'euros) d'actifs (emprunts d'Etat et emprunts d'entreprise).

La BCE, elle, déclare étudier ces possibilités, mais elle préfère continuer à abreuver le système bancaire en liquidités – en permettant aux banques de se financer très largement auprès d'elle – plutôt que d'acheter des titres d'entreprises sur les marchés, comme l'ont fait les Etats-Unis. « Car, explique un banquier central, dans la zone euro, 70 % du financement de l'économie est fait par l'intermédiaire des banques contre 35 % aux Etats-Unis. »

Cécile Prudhomme

10,3 milliards d'euros d'ardoise des banques en faillite

Jeudi 5 mars, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, a confirmé que cinq institutions bancaires ayant fait faillite n'avaient pu rembourser les crédits qui leur avaient été accordés par les banques centrales de la zone euro, pour 10,3 milliards d'euros (Le Monde du 27 février). Il s'agit de Lehman Brothers, Bankhaus AG, trois filiales de

banques islandaises, et Indover NL aux Pays-Bas.

La BCE a dégagé un revenu net de 2,661 milliards d'euros en 2008, en forte hausse essentiellement en raison de l'évolution des devises.

La BCE a néanmoins provisionné quelque 4 milliards d'euros dans ses comptes en 2008, pour faire face aux risques liés à la crise financière.